

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL
DE Nantes

5ème chambre

Rôle de la séance publique du 15/01/2026 à 09h30

Présidente : Madame RIMEU

Assesseurs : Monsieur HANNOYER et Madame DUBOST

Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

01) N° 2400003

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	COMMUNE DE LAMBALLE-ARMOR	SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	Mme S Martine	SCP GUILLOTIN POILVET AUFFRET
	M. S Guy	SCP GUILLOTIN POILVET AUFFRET
Autres parties	M. M Pierre	KOVALEX

Requête de la COMMUNE DE LAMBALLE-ARMOR contre le jugement n° 2101560 du 3 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé, à la demande de M. Guy S et Mme Martine S, l'arrêté du 7 septembre 2020 par lequel le maire de Lamballe-Armor a délivré à M. M un permis de construire pour la réalisation d'une extension d'une habitation, la création d'une piscine et d'une clôture sur un terrain situé 35 rue Gaston de la Guérande, lieudit « Maroué » ainsi que la décision rejetant le recours gracieux.

02) N° 2400277

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	ASSOCIATION BROUZILS SENTINELLES SANTÉ SÉCURITÉ SÉRÉNITÉ	Me CATRY
	M. P Arnaud	Me CATRY
	M. J Guy	Me CATRY
Défendeur	MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORÊT, DE LA MER ET PECHE SAS INJECT ENVIRONNEMENT	AARPI LEXION AVOCATS

Requête de l'association Brouzils Sentinelles Santé Sécurité Sérénité, M. P et M. J contre le jugement n° 2112053 du 5 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 31 mai 2021 par laquelle le préfet de la Vendée a procédé à l'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement ayant pour objet la création et l'exploitation au lieu-dit la Renaudière aux Brouzils d'une unité de méthanisation par la société Inject Environnement.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY**03) N° 2400302****RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur	ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE PAIMPOL ORGANISME DE GESTION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DU COLLÈGE SAINT-JOSEPH DE PAIMPOL	CABINET COUDRAY URBANLAW CABINET COUDRAY URBANLAW
Défendeur	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GUINGAMP-PAIMPOL ARMOR-ARGOAT COMMUNE DE PAIMPOL	SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

Requête de l'ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE PAIMPOL et l'OGEC DU COLLÈGE SAINT-JOSEPH DE PAIMPOL contre le jugement n° 2104915 du 4 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes n'a fait que partiellement droit à leur demande tendant à l'annulation de la décision du 30 juillet 2021 par laquelle le maire de Paimpol a rejeté son courrier du 19 mai 2021 tendant à l'abrogation de l'emplacement réservé n° 5 figurant au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune approuvée le 21 janvier 2008, en tant qu'il a écarté les conclusions visant à obtenir l'annulation de la décision implicite de rejet du Président de la Communauté d'agglomération GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMÉRATION.

04) N° 2500339**RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur	M. M Kiel	TRAORE BINTOU
Défendeur	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Kiel M contre le jugement n° 2315900 en date du 3 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 11 janvier 2024 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision du 10 septembre 2023 de l'autorité consulaire française à Kinshasa (République démocratique du Congo) lui refusant la délivrance d'un visa d'entrée et de long séjour en France en qualité d'étudiant.

05) N° 2500738**RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur	Mme D Acouba	Me KACOU
	Mme K Acouba Michelle Lumière Divine	Me KACOU
Défendeur	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR	

Requête de Mme Acouba Chantal D et Mme Acouba Lumière Michelle Divine K contre le jugement n° 2317132 du 7 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 3 janvier 2024 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision du 24 octobre 2023 de l'autorité consulaire française à Abidjan (Côte d'Ivoire) refusant à Acouba Lumière Michelle Divine K la délivrance d'un visa d'entrée et de long séjour en France en qualité de mineure à scolariser.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY**06) N° 2303247****RAPPORTEUR : M. HANNOYER**

Demandeur M. B Jean-Michel Me MBAYE
Défendeur MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE

Requête de M. Jean-Michel B contre le jugement n° 2102822 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2021 par lequel le préfet du Morbihan a approuvé le tracé modifié de la servitude de passage des piétons sur le littoral sur la commune de Belz.

07) N° 2303508**RAPPORTEUR : M. HANNOYER**

Demandeur ASSOCIATION SENTIERS D'AVENIR SCP WAQUET FARGE HAZAN
M. K Yannick SCP WAQUET FARGE HAZAN
M. S Jean SCP WAQUET FARGE HAZAN
Mme D Catherine SCP WAQUET FARGE HAZAN
Défendeur MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE

Requête de l'ASSOCIATION SENTIERS D'AVENIR et autres contre le jugement n° 2104730 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2021 par lequel le préfet du Morbihan a approuvé le tracé modifié de la servitude de passage des piétons sur le littoral sur la commune de Belz.

08) N° 2303535**RAPPORTEUR : M. HANNOYER**

Demandeur M. et Mme B Marc CABINET LEXCAP RENNES
Défendeur MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE

Requête de M. et Mme Marc B contre le jugement n° 2104807 du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2021 par lequel le préfet du Morbihan a approuvé les modifications du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de Belz.

09) N° 2303537**RAPPORTEUR : M. HANNOYER**

Demandeur M. et Mme H Tony CABINET LEXCAP RENNES
Défendeur MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE

Requête de M. et Mme Tony H contre le jugement n° 2104830 du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2021 par lequel le préfet du Morbihan a approuvé les modifications du tracé et des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de Belz.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

10) N° 2303580

RAPPORTEUR : M. HANNOYER

Demandeur	M. L Nicolas Mme L Nicole	Me BUSSON Me BUSSON
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET PECHE	

Requête de Mme Nicole L et de M. Nicolas L contre le jugement n° 2104006 du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2021 par lequel le préfet du Morbihan a approuvé les modifications du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de Belz.